

leur souvenir les soutienne et les console dans les moments très difficiles qui les attendent.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui au nom des députés néo-démocrates, afin d'exprimer nos condoléances les plus sincères aux victimes de cette journée tragique du 31 juillet, à Edmonton. Nous compatissons à la douleur des familles qui ont subi des pertes, des gens hospitalisés à l'heure actuelle et de ceux qui tentent de refaire leur vie après ce terrible événement.

L'une des choses les plus remarquables à se produire à la suite de cette catastrophe, c'est que les Albertains ont répondu avec une générosité sans pareille et avec beaucoup de compassion aux besoins des victimes. Cette réaction a vraiment été remarquable. Sauf erreur, nous avons tous été vraiment émus lorsqu'on nous avons appris par les médias la générosité de gens, de familles, de localités et d'organismes, qui ont uni leurs efforts, afin d'aider ceux qui se trouvent dans le besoin à la suite de cette catastrophe naturelle.

Cette tragédie nous rappelle à quel point la nature peut être violente et comment des localités peuvent être réduites à l'état de ruines en peu de temps. Il est vrai qu'il est tout à fait impossible pour l'homme d'empêcher une catastrophe naturelle comme celle-là, mais nous sommes en mesure de réagir et d'apporter de l'aide aux victimes. A cet égard, j'aime à penser que le gouvernement prendra sous peu des engagements financiers précis, afin que les victimes de cette catastrophe sachent que le gouvernement fédéral leur apportera toute l'aide financière voulue pour les aider à se relever.

Or, cet événement nous montre qu'il est tout à fait nécessaire d'adopter un projet de loi tendant à établir un fonds financé de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, afin de faire face à ces crises et d'apporter immédiatement une aide financière aux gens qui ont subi des pertes tragiques.

Je voudrais également profiter de l'occasion, et je suis persuadé que je parle au nom de tous mes collègues, pour me reporter à la catastrophe du 14 juillet à Montréal. Nous sommes tous au courant des terribles inondations qui ont eu lieu alors et qui ont causé des dommages évalués à 229 millions de dollars. Nous attendons là encore que le gouvernement fédéral s'engage à apporter son aide financière aux 21 000 victimes.

Une fois de plus, au nom du caucus néo-démocrate, je tiens à présenter aux victimes et à leur famille, à Montréal et à Edmonton, nos condoléances les plus sincères.

M. le Président: Je sais que les députés souhaitent observer une minute de silence.

[*Note de l'éditeur: Sur quoi la Chambre observe une minute de silence.*]

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE MÉCANISME DE RÉGLEMENT EXÉCUTOIRE DES CONFLITS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, voilà deux ans que le gouvernement fédéral vend notre pays morceau par morceau, secteur par secteur, dans le cadre de ses négociations sur le libre-échange avec les États-Unis. D'éminents sénateurs américains nous rappellent une fois de plus qu'aucun mécanisme ne sera mis en place pour régler les conflits commerciaux entre nos deux pays et que les Américains ne sont pas disposés à exempter le Canada des mesures de représailles.

Je pose au premier ministre la question suivante. Peut-il de nouveau nous garantir qu'aucune entente commerciale ne sera conclue avec les États-Unis s'ils n'acceptent pas de mettre en place un mécanisme de règlement exécutoire des conflits commerciaux et d'exempter le Canada des mesures de représailles prévues aux termes de la Loi de 1974 et des projets de loi qu'examine actuellement le congrès américain?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le très honorable représentant reconnaîtra sans doute que j'ai fait savoir ce que j'en pensais, à de nombreuses reprises, à la Chambre comme à l'extérieur. Nous travaillons dans ce sens. Il est évident que les points de vue à ce sujet divergent parmi les membres du Sénat américain tout comme parmi les députés de notre Chambre des communes. Le gouvernement poursuit les négociations très activement dans le but de conclure un accord global qui contiendra toutes les dispositions voulues.

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, la voix du premier ministre est tellement douce qu'il n'a pas vraiment de réponse.

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, le premier ministre a détruit nos programmes de développement régional afin d'accommoder les intérêts américains au cours des négociations sur le libre-échange. Maintenant, nous n'avons plus au pays un programme national de développement régional. Le gouvernement a totalement abandonné le Québec. Est-ce que le premier ministre accepte de sacrifier le développement de l'Abitibi, du Saguenay-Lac-Saint-Jean ou de la Beauce justement pour plaire aux Américains?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le taux de chômage dans les régions que mentionne mon honorable ami au Québec est à la baisse depuis l'élection de ce gouvernement.

Des voix: Bravo!